

Arrêté - Conseil du 20/12/2023**Présents - Zijn aanwezig :**

M. dhr. OURIAGHLI, Président suppléant; Plaatsvervangende Voorzitter; M. dhr. CLOSE, Bourgmestre; Burgemeester; M. dhr. HELLINGS, Mme mevr. HARICHE, M. dhr. DHONDT, M. dhr. MAINGAIN, M. dhr. EL KTIBI, Mme mevr. JELLAB, M. dhr. PINXTEREN, Mme mevr. MUTYEBELE, Mme mevr. MAES, Echevins; Schepenen; Mme mevr. LALIEUX, M. dhr. COOMANS de BRACHENE, M. dhr. MAMPAKA, Mme mevr. ABID, M. dhr. TEMIZ, Mme mevr. AMPE, Mme mevr. NAGY, Mme mevr. VIVIER, M. dhr. WAUTERS, M. dhr. ZIAN, M. dhr. WEYTSMAN, Mme mevr. DEBAETS, M. dhr. ERGEN, Mme mevr. NYANGA-LUMBALA, Mme mevr. EL BAKRI, M. dhr. BAUWENS, Mme mevr. BEN HAMOU, M. dhr. BEN ABDELMOUMEN, Mme mevr. STOOPS, M. dhr. MOHAMMAD, M. dhr. DIALLO, M. dhr. MAIMOUNI, Mme mevr. HOESSEN, Mme mevr. LOULAJI, Mme mevr. GÜLES, Mme mevr. MOUSSAOUI, Mme mevr. DE MARTE, M. dhr. DE BACKER, Mme mevr. BUGGENHOUT, Mme mevr. LHOEST, Mme mevr. MAATI, M. dhr. COULIBALY, Mme mevr. GERLICA, Conseillers communaux; Gemeenteraadsleden; M. dhr. LEONARD, Secrétaire de la Ville; Stadssecretaris.

Objet: Règlements taxes.- Taxe relative aux décès, aux inhumations et aux exhumations.- Exercices 2024 à 2025 inclus.

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 170, §4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale,

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales,;

Vu la situation financière de la Ville;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les décès, les inhumations et les exhumations visés par le présent règlement de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la commune doit faire face ;

Considérant que les communes ont entre autres compétences d'assurer l'hygiène publique ; qu'à cet égard il est admissible qu'elles fassent contribuer les citoyens aux dépenses liées aux décès, aux inhumations et aux exhumations;

Considérant le manque d'emplacements de sépulture disponibles pour certains types de concessions et l'obligation de la Ville de proposer à ses citoyens des emplacements de sépulture dans ses quatre cimetières ;

Considérant la nécessité pour la Ville d'assurer une rotation suffisante des pelouses afin de pouvoir mettre des emplacements de sépulture en permanence à disposition des citoyens ;

Considérant la charge de travail supplémentaire que représente pour le service décès/inhumation le traitement des dossiers des non-résidents alors que ces personnes ne contribuent pas à ces dépenses par le biais des centimes additionnels à l'impôt des personnes physiques ; qu'il est donc légitime de financer une partie de ces dépenses par le

produit d'une taxe ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

I. DUREE ET ASSIETTE DE LA TAXE

Article premier.- Il est établi pour les exercices 2024 à 2025 inclus une taxe pour tout décès survenu sur le territoire de la Ville de Bruxelles, pour une autorisation de placement ou d'enlèvement d'un monument, pour les inhumations ainsi que pour les exhumations.

II. REDEVABLE

Article 2.- La taxe est due par la personne qui déclare le décès auprès de l'Administration communale ou qui demande l'inhumation ou l'exhumation.

III. TAUX

Article 3.- La taxe relative aux dossiers de tout décès survenu sur le territoire de la Ville de Bruxelles est fixée à 100,00 EUR.

Article 4.- La taxe relative à l'autorisation de placement ou d'enlèvement d'un monument est fixée à 5,00 EUR.

Article 5.- La taxe pour les exhumations est fixée à :

- 1.150,00 EUR pour toute exhumation en pleine terre ou en caveau. La fourniture d'un cercueil est incluse dans le prix de la taxe.

- 500,00 EUR pour l'exhumation d'une urne en pleine terre ou en caveau.

Les urnes écologiques ne pourront pas faire l'objet d'une demande d'exhumation.

Article 6.- La taxe pour droits d'inhumation est fixée à 750,00 EUR pour chaque inhumation réalisée dans une concession de 50 ans.

Le montant du droit d'inhumer est toujours calculé sur base des tarifs en vigueur au moment de l'inhumation. Si la personne dont on doit inhumer les restes mortels n'a pas sa résidence principale sur le territoire de la Ville de Bruxelles lors de son décès, la taxe pour droits d'inhumation est due pour chaque inhumation réalisée dans une concession (15 ans et 50 ans) et le montant de la taxe d'inhumation est majoré de 300%.

On entend par résidence principale sur le territoire de la Ville, une résidence principale résultant, sauf pour les personnes qui en sont légalement dispensées, d'une inscription ininterrompue aux registres de la population depuis au moins un an.

Cette majoration n'est pas due pour la personne domiciliée, au moment de son décès, dans une institution ou chez un de ses enfants mais dont la dernière résidence principale précédente se trouvait sur le territoire de la Ville de Bruxelles et pour la personne qui a habité pendant au moins 20 ans sur le territoire de la Ville de Bruxelles.

Pour autant qu'il y ait de l'espace disponible dans la concession, le dépôt d'un cercueil ou d'une urne supplémentaire donne lieu à une taxe d'inhumation de 750,00 EUR pour les caveaux et les concessions en pleine terre.

L'ajout d'une seconde urne dans un columbarium de 15 ans donne lieu à une taxe d'inhumation de 750,00 EUR ; la première urne pourra rester dans la cellule jusqu'à la fin de la seconde concession.

Dans les columbarium de 50 ans, l'ajout d'une seconde urne donne lieu à une taxe d'inhumation de 750,00 EUR sans prolonger la durée initiale de la concession.

La dispersion des cendres pour les personnes non domiciliées ou non décédées sur le territoire de la Ville de Bruxelles est tarifée au prix de 175,00 EUR.

IV. EXONERATIONS

Article 7.-

1) Sont exonérés des taxes pour le dossier de tout décès survenu sur le territoire de la Ville, pour le placement ou l'enlèvement d'un monument et pour droits d'inhumation les enfants mort-nés et les enfants de moins de 18 ans ayant leur résidence principale sur le territoire de la Ville de Bruxelles.

2) Sont exonérées de la taxe sur les exhumations, celles qui sont requises à la suite d'une action pénale ; des restes de militaires et civils morts pour la Patrie, résultant de la désaffectation de parcelles d'inhumation ou de travaux de réfection d'un caveau car il ne s'agit pas d'une exhumation de confort.

3) La taxe pour droits d'inhumation n'est pas due pour les urnes écologiques dans la parcelle prévue à cet effet. afin de promouvoir une gestion éco-durable des cimetières de la Ville.

4) La taxe pour droits d'inhumation n'est pas due dans le cas d'une exhumation suivie d'une inhumation dans le même cimetière de la Ville de Bruxelles considérant qu'il n'y a pas de transport externe à prévoir.

V. RECOUVREMENT ET CONTENTIEUX

Article 8.-. La présente taxe sera perçue au comptant au moment de la constitution du dossier de décès, d'inhumation ou d'exhumation.

Article 9.-. Le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, telle que modifiée par l'Ordonnance du 12 février 2015.

VI. MISE EN APPLICATION

Article 10.-. Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2024 le règlement-taxe relatif aux décès et aux exhumations adopté par le Conseil communal en séance du 25/04/2022.

Ainsi délibéré en séance du 20/12/2023

Le Secrétaire de la Ville,
De Stadssecretaris,
Dirk Leonard (s)

Le Bourgmestre,
De Burgemeester,
Philippe Close (s)

Le Président suppléant,
De Plaatsvervangende Voorzitter,
Mohamed Ouriaghli (s)

Annexes:



Ref. Farde e-Vergaderingen : 2563608

Nr DO : 8**Nr PV : 12**Besluit - Raad van 20/12/2023**Présents - Zijn aanwezig :**

M. dhr. OURIAGHLI, Président suppléant; Plaatsvervangende Voorzitter; M. dhr. CLOSE, Bourgmestre; Burgemeester; M. dhr. HELLINGS, Mme mevr. HARICHE, M. dhr. DHONDT, M. dhr. MAINGAIN, M. dhr. EL KTIBI, Mme mevr. JELLAB, M. dhr. PINXTEREN, Mme mevr. MUTYEBELE, Mme mevr. MAES, Echevins; Schepenen; Mme mevr. LALIEUX, M. dhr. COOMANS de BRACHENE, M. dhr. MAMPAKA, Mme mevr. ABID, M. dhr. TEMIZ, Mme mevr. AMPE, Mme mevr. NAGY, Mme mevr. VIVIER, M. dhr. WAUTERS, M. dhr. ZIAN, M. dhr. WEYTSMAN, Mme mevr. DEBAETS, M. dhr. ERGEN, Mme mevr. NYANGA-LUMBALA, Mme mevr. EL BAKRI, M. dhr. BAUWENS, Mme mevr. BEN HAMOU, M. dhr. BEN ABDELMOUMEN, Mme mevr. STOOPS, M. dhr. MOHAMMAD, M. dhr. DIALLO, M. dhr. MAIMOUNI, Mme mevr. HOESSEN, Mme mevr. LOULAJI, Mme mevr. GÜLES, Mme mevr. MOUSSAOUI, Mme mevr. DE MARTE, M. dhr. DE BACKER, Mme mevr. BUGGENHOUT, Mme mevr. LHOEST, Mme mevr. MAATI, M. dhr. COULIBALY, Mme mevr. GERLICA, Conseillers communaux; Gemeenteraadsleden; M. dhr. LEONARD, Secrétaire de la Ville; Stadssecretaris.

Onderwerp: Belastingreglementen.- Belasting betreffende de overlijdens, de teraardebestellingen en de opgravingen.- Dienstjaren 2024 tot 2025 inbegrepen.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikelen 41, 162, 170, §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de financiële toestand van de Stad;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 § 4 van de Grondwet; dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de bases en de grondslag te bepalen van de belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de voorgdijverheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie alsook deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid, die zij uitoefent, rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

Overwegende dat de Gemeenteraad het nuttig heeft geoordeeld de door dit reglement beoogde overlijdens, teraardebestellingen en opgravingen te belasten teneinde zich aanvullende inkomsten te verschaffen ter financiering van de uitgaven van algemeen nut waaraan de gemeente het hoofd dient te bieden;

Overwegende dat de gemeenten onder meer bevoegd zijn om de openbare hygiëne te verzekeren; dat het in dit verband toelaatbaar is dat zij de belastingbetalers laten bijdragen in de kosten in verband met sterfgevallen, begrafenissen en opgravingen;

Overwegende het gebrek aan beschikbare begraafplaatsen voor bepaalde soorten concessies en de verplichting van de stad om haar burgers begraafplaatsen aan te bieden op haar vier begraafplaatsen;

Overwegende dat de stad moet zorgen voor voldoende rotatie van de grasperken om permanent grafplaatsen ter beschikking van het publiek te kunnen stellen;

Overwegende de extra werklust die de dienst Overlijdens/Begrafenissen te verwerken krijgt voor de dossiers van niet-inwoners terwijl zij niet aan deze uitgaven bijdragen door middel van de opcentiemen op de belasting van natuurlijk personen; dat het derhalve gerechtvaardigd is een deel van deze uitgaven te financieren met de opbrengst van

de belasting;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT:

I. DUUR EN GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1.- Er wordt voor de dienstjaren 2024 tot 2025 inbegrepen een belasting gevestigd voor elk overlijden dat plaats vond op het grondgebied van de Stad Brussel, voor een toestemming om een monument te plaatsen of te verwijderen zowel op de teraardebestellingen evenals op de opgravingen.

II. BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 2.- De belasting is verschuldigd door de persoon die het overlijden aangeeft bij het Gemeentebestuur of die de teraardebestelling of de opgraving aanvraagt.

III. AANSLAGVOET

Artikel 3 - De belasting met betrekking tot de dossiers van elk overlijden dat plaats vond op het Grondgebied van de Stad Brussel is vastgesteld op 100,00 EUR.

Artikel 4 - De belasting betreffende het verlenen van een toestemming voor het plaatsen of verwijderen van een monument is vastgesteld op EUR 5,00.

Artikel 5 - De belasting op de opgravingen wordt vastgesteld als volgt op :

- 1.150,00 EUR voor elke opgraving in volle grond of grafkelder. De levering van een kist is inbegrepen in de prijs.
 - 500,00 EUR voor het opgraven van een urn in volle grond of grafkelder.
- Voor ecologische urnen zal geen opgravingsverzoek kunnen worden ingediend.

Artikel 6 - De belasting voor teraardebestellingsrechten wordt vastgesteld op 750,00 EUR voor elke teraardebestelling in een concessie van 50 jaar.

Het bedrag van het teraardebestellingsrecht wordt steeds berekend op basis van de tarieven die gelden op het ogenblik van de teraardebestelling.

Indien de persoon wiens stoffelijk overschot moet begraven worden, op het ogenblik van zijn overlijden zijn hoofdverblijfplaats niet op het grondgebied van de Stad Brussel heeft, wordt de belasting voor teraardebestellingsrechten verschuldigd voor elke teraardebestelling in een concessie (15 jaar en 50 jaar) en wordt het bedrag van de teraardebestellingsbelasting met 300% verhoogd.

Onder hoofdverblijfplaats op het grondgebied van de Stad verstaat men, een hoofdverblijf blijkend uit een ononderbroken inschrijving van minstens één jaar in de bevolkingsregisters, uitgezonderd voor de personen die hiervan wettelijk worden ontheven.

Deze verhoging is niet verschuldigd voor een persoon die op het ogenblik van zijn overlijden in een instelling of bij een van zijn kinderen is gedomicilieerd, maar wiens laatste vorige hoofdverblijfplaats zich op het grondgebied van de Stad Brussel bevond, en voor een persoon die ten minste 20 jaar op het grondgebied van de Stad Brussel heeft gewoond.

Op voorwaarde dat er ruimte beschikbaar is in de concessie, moet er voor het bijzetten van een bijkomende kist of urn een teraardebestellingsbelasting van 750,00 EUR betaald worden voor grafkelders en concessies in volle grond.

Voor het bijzetten van een tweede urn in een columbarium van 15 jaar moet er een teraardebestellingsbelasting van 750,00 EUR betaald worden; de eerste urn mag in de cel blijven staan tot het einde van de tweede concessie.

In een columbarium van 50 jaar moet er voor het bijzetten van een tweede urn een teraardebestellingsbelasting van 750,00 EUR worden betaald, zonder dat de oorspronkelijke concessieperiode wordt verlengd.

De verstrooiing van as voor personen die geen woonplaats hebben en niet onderworpen zijn geweest aan de verhoogde belasting bedoeld in § 5 van dit artikel of die niet op het grondgebied van de Stad Brussel zijn overleden, wordt aangerekend tegen een prijs van 175,00 EUR.

IV. VRIJSTELLINGEN

Artikel 7.-

1) Zijn vrijgesteld van de belastingen voor, het dossier van alle sterfgevallen binnen de het grondgebied van de Stad voor de plaatsing of verwijdering van een monument en de teraardebestellingsrechten van doodgeborenkinderen en kinderen jonger dan 18 jaar die hun hoofdverblijfplaats op het grondgebied van de Stad Brussel hebben.

2) Zijn vrijgesteld van Van de belasting op opgravingen zijn vrijgesteld de strafrechtelijk gevorderde opgravingen; het stoffelijk overschot van militairen en burgers gesneuveld voor het Vaderland, resulterende uit opgravingen veroorzaakt door de bestemmingsverandering van de begravingen van de herstellingswerken van een grafkelder omdat deze geen comfortopgravingen zijn.

3) De belasting voor teraardebestellingsrechten van ecologische urnen is niet verschuldigd op het daartoe bestemde perk om het eco-duurzaam beheer van de begraafplaatsen in de stad bevorderen.

4) De belasting is ook niet verschuldigd in geval van een opgraving gevolgd door een teraardebestelling op dezelfde begraafplaats van de Stad Brussel omdat er geen extern transport nodig is.

V. INVORDERING EN GESCHILLEN

Artikel 8.- Onderhavige belasting is contant betaalbaar op het ogenblik van het opmaken van het dossier van overlijdens, van de teraardebestelling of van de opgraving.

Artikel 9. - De inning en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld door de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vaststelling, de inning en de geschillen inzake gemeentelijke belastingen, zoals gewijzigd bij de ordonnantie van 12 februari 2015.

VI. AANVANG VAN DE TOEPASSING

Artikel 10.- Onderhavig reglement treedt in werking op 1/1/2024. Huidig reglement vervangt bij ingang van het aanslagjaar 2024 het reglement van de belasting betreffende de overlijdens en de opgravingen, goedgekeurd in zitting van de Gemeenteraad op 25/04/2022.

Aldus beraadslaagd in zitting van 20/12/2023

Le Secrétaire de la Ville,
De Stadssecretaris,
Dirk Leonard (s)

Le Bourgmestre,
De Burgemeester,
Philippe Close (s)

Le Président suppléant,
De Plaatsvervangende Voorzitter,
Mohamed Ouriaghli (s)

Bijlagen:



Extrait du Registre des Procès-verbaux des délibérations du Conseil Communal de la Ville de
Bruxelles - séance du mercredi 20 décembre 2023
Uittreksel uit het Notulenboek van beraadslagingen van de Gemeenteraad van de Stad Brussel -
Zitting van woensdag 20 december 2023
Séance publique / Openbare zitting

Présents - Zijn aanwezig :

M. dhr. OURIAGHLI, Président suppléant; Plaatsvervangende Voorzitter; M. dhr. CLOSE, Bourgmestre; Burgemeester; M. dhr. HELLINGS, Mme mevr. HARICHE, M. dhr. DHONDT, M. dhr. MAINGAIN, M. dhr. EL KTIBI, Mme mevr. JELLAB, M. dhr. PINXTEREN, Mme mevr. MUTYEBELE, Mme mevr. MAES, Echevins; Schepenen; Mme mevr. LALIEUX, M. dhr. COOMANS de BRACHENE, M. dhr. MAMPAKA, Mme mevr. ABID, M. dhr. TEMIZ, Mme mevr. AMPE, Mme mevr. NAGY, Mme mevr. VIVIER, M. dhr. WAUTERS, M. dhr. ZIAN, M. dhr. WEYTSMAN, Mme mevr. DEBAETS, M. dhr. ERGEN, Mme mevr. NYANGA-LUMBALA, Mme mevr. EL BAKRI, M. dhr. BAUWENS, Mme mevr. BEN HAMOU, M. dhr. BEN ABDELMOUMEN, Mme mevr. STOOPS, M. dhr. MOHAMMAD, M. dhr. DIALLO, M. dhr. MAIMOUNI, Mme mevr. HOESSEN, Mme mevr. LOULAJI, Mme mevr. GÜLES, Mme mevr. MOUSSAOUI, Mme mevr. DE MARTE, M. dhr. DE BACKER, Mme mevr. BUGGENHOUT, Mme mevr. LHOEST, Mme mevr. MAATI, M. dhr. COULIBALY, Mme mevr. GERLICA, Conseillers communaux; Gemeenteraadsleden; M. dhr. LEONARD, Secrétaire de la Ville; Stadssecretaris.

Sauf indication contraire, la décision suivante a été prise à l'unanimité :
Tenzij anders aangegeven werd de volgende beslissing met eenparigheid genomen :

- 12 (008) Budget & Finances - Taxes communales (enrôlement) - Réglementation - contentieux et collège fiscal - (2563608)**
(008) Begroting & Financiën - Gemeentebelastingen (inkohiering) - Reglementering - juridische geschillen - fiscaal college - (2563608)

Règlements taxes.- Taxe relative aux décès, aux inhumations et aux exhumations.- Exercices 2024 à 2025 inclus.

Règlement relatif à la taxe relative aux décès, aux inhumations et aux exhumations.- Modifications techniques aux articles 1, 3, 4, 5, 7 et 8.

Belastingreglementen.- Belasting betreffende de overlijdens, de teraardebestellingen en de opgravingen.- Dienstjaren 2024 tot 2025 inbegrepen.

Reglement betreffende de belasting betreffende de overlijdens, de teraardebestellingen en de opgravingen.- Technische wijzigingen in de artikelen 1, 3, 4, 5, 7 en 8.

Adopté par 25 voix contre 10.- Le Conseil prend l'arrêté y relatif.

Aangenomen met 25 stemmen tegen 10.- De Raad neemt het desbetreffende besluit.

Ainsi délibéré en séance du mercredi 20 décembre 2023
Aldus beraadslaagd in zitting van woensdag 20 december 2023

Le Secrétaire de la Ville,
De Stadssecretaris,
Dirk Leonard (s)

Le Bourgmestre,
De Burgemeester,
Philippe Close (s)

Le Président suppléant,
De Plaatsvervangende Voorzitter,
Mohamed Ouriaghli (s)